

LES GUIGNOLS DE L'INFO

On ne manque pas d'informations ! Brexit – Loi Travail – Impôts – Sondages en tous genres – déclarations diverses et variées...

On ne commentera pas tout aujourd'hui. Il y en a par contre, quelques-unes, que nous pourrions retenir. Le « Président de la République candidat » annonce qu'il va faire bénéficier les « classes moyennes » de réduction d'impôts dans le même temps où il annonce également de nouvelles baisses de charges pour les entreprises. Cette deuxième partie ne peut nous surprendre puisqu'avec son Premier Ministre il annonçait, il y a déjà plusieurs mois, « qu'ils aimaient les entreprises ». Drôle quand même pour un Président qui proclamait haut et fort que son premier ennemi était la finance. La cour des comptes a sans doute raison de dire que la France n'honorera pas ses engagements si le Président de la République, après avoir lâché près de 50 milliards aux entreprises dans le cadre du pacte de responsabilité, leur en balance encore « une louche » cette fois-ci.

A moins... à moins que l'autre annonce qui est passée plus inaperçue, mais qui contredit la déclaration qu'il n'y aura plus de hausses d'impôts, permette de récupérer quelques centaines de millions d'euros avec ce nouvel impôt local qui servirait à financer les investissements des départements et régions que l'Etat n'assume plus aujourd'hui.

Quelle pirouette ! Ou plutôt quelle tromperie !

Venons-en à la Loi Travail et aux annonces du porte-parole du gouvernement – non pas Stéphane LE FOLL mais Laurent BERGER – qui, après la rencontre des organisations syndicales avec le Premier Ministre et la Ministre du Travail annonce qu'il est satisfait puisque le gouvernement a maintenu l'art-2, que l'essentiel n'est pas touché et qu'il est plus que jamais un soutien inconditionnel. Par contre, il menace, si le compte pénibilité n'est pas mis en œuvre d'aller jusqu'à ... la justice. Nous en voyons déjà qui se réjouissaient en pensant qu'il irait à la grève !!

On est porte-parole ou on ne l'est pas !!!

Le Président de la République – le boss pour tous ceux-là – qui surfe sur le Brexit pour « se refaire une santé » a au moins été clair sur un point à la demande de son porte-parole : « la Loi Travail il faut la boucler rapidement et une nouvelle fois la faire passer par le 49-3 ». Pour la santé cependant ce n'est pas gagné puisque les sondages le donnent à 12% - encore un effort, c'est comme la représentativité, loi qu'il a voulue, à moins de 10% on n'est plus représentatif !

Une nouvelle fois nous devons constater que comme son Premier Ministre ils respectent leurs engagements de campagnes – le « dialogue social » rien que le « dialogue social » !

Comme nous, 73% des Français considèrent toujours que cette loi est mauvaise et doit être retirée et que le 49-3 est une « saloperie ».

ON CONTINUE !

Paris, le 30 juin 2016